



**CCSA**

**Canadian Communication  
Systems Alliance**

447 Gondola Point Road, Quispamsis NB E2E 1E1  
T: 506 849 1334 | info@ccsaonline.ca | ccsaonline.ca

REGULATORY

**CANADIAN COMMUNICATION SYSTEMS ALLIANCE INC.**

**Observations soumises au  
Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie  
dans le cadre de l'étude sur l'accessibilité et l'abordabilité  
des services de télécommunication**



CCSA Member Company Systems

Le 11 mars 2021



# CCSA

Canadian Communication  
Systems Alliance

447 Gondola Point Road, Quispamsis NB E2E 1E1  
T: 506 849 1334 | [info@ccsaonline.ca](mailto:info@ccsaonline.ca) | [ccsaonline.ca](http://ccsaonline.ca)

REGULATORY

La Canadian Communication Systems Alliance (CCSA) a l'honneur de soumettre par écrit ses observations concernant l'étude sur l'accessibilité et l'abordabilité des services de télécommunication que mène le Comité.

La CCSA se sent privilégiée d'avoir eu la possibilité de témoigner devant le Comité le 8 décembre 2020.

La CCSA se compose de petites et moyennes entreprises offrant des services de communications regroupés dans des régions principalement rurales du Canada. Nos membres aident le gouvernement à atteindre ses objectifs en matière d'accès universel aux services à large bande; en effet, ils proposent un service haute vitesse dans ces régions, ce qui permet d'atteindre et même de surpasser l'objectif 50/10. Nos membres souhaiteraient également y offrir les avantages qu'apporte la concurrence dans le secteur des services mobiles. Toutefois, dans la plupart des cas, les élus les empêchent de le faire.

Notre pays fait face à une certaine réalité économique : nous avons besoin de l'aide du gouvernement pour prolonger le service à large bande et ainsi couvrir les Canadiens qui sont mal ou pas du tout desservis. Nous avons aussi besoin de l'aide du gouvernement pour qu'un plus grand nombre de Canadiens aient accès à des services de téléphonie mobile abordables et concurrentiels.

L'objectif d'abordabilité se trouve au cœur même des programmes de financement du gouvernement. En règle générale, on évalue l'abordabilité en comparant les prix prévus dans les milieux ruraux avec les prix pratiqués en zones urbaines. Nous avons appris que certains Canadiens payent plus de 200 dollars pour un service de très mauvaise qualité. À notre avis, il n'est pas du tout question d'abordabilité ici.

Ceci étant dit, la CCSA met en garde contre la seule utilisation des prix fixés en zones urbaines comme données de référence pour déterminer l'abordabilité dans les régions rurales du Canada. Comme les membres du Comité représentant de circonscriptions rurales le savent, le temps et l'argent dont il faut disposer pour visiter chaque électeur augmentent proportionnellement à la grandeur du territoire desservi. C'est la même chose pour les membres de la CCSA. Alors que les fournisseurs de services Internet (FSI) en milieu urbain comptent « les foyers desservis au kilomètre », dans les régions rurales, ce sont plutôt « les kilomètres entre les foyers ». Si l'on fait le calcul par client, cela revient tout simplement plus cher de mettre en place et d'entretenir des services à large bande dans les régions rurales. En l'absence d'un financement gouvernemental pour absorber les dépenses supplémentaires, les prix dans les régions rurales seront donc souvent plus élevés que dans les zones urbaines malgré l'injection ponctuelle de capitaux qui proviennent des programmes de financement des services à large bande. À moins que le gouvernement ne soit prêt à subventionner les coûts d'exploitation en régions rurales, il ne



# CCSA

Canadian Communication  
Systems Alliance

447 Gondola Point Road, Quispamsis NB E2E 1E1

T: 506 849 1334 | info@ccsaonline.ca | ccsaonline.ca

REGULATORY

faudrait pas que les programmes de financement pénalisent les fournisseurs des régions rurales obligés d'imposer des prix plus élevés pour desservir leurs clients des zones rurales.

## Coordination de la Stratégie canadienne en matière d'accès aux services à large bande

À l'exemple d'autres parties qui ont témoigné devant le Comité, la CCSA d'avis que le Canada a besoin d'une stratégie coordonnée en matière d'accès aux services à large bande. À l'heure actuelle, le Canada compte un grand nombre de programmes de financement municipaux, provinciaux et fédéraux. Bien qu'ils visent tous des buts semblables et offrent tous un soutien solide, ces programmes ne se suivent pas pour ce qui est des échéanciers, des objectifs, des centres d'intérêt ou des engagements en matière d'exécution. Par conséquent, ils se font concurrence pour obtenir les ressources et le temps déjà limités des éventuels demandeurs. C'est pourquoi nous craignons que, en ce qui a trait à la résolution du problème lié au service à large bande dans les régions rurales, la présence de ces nombreux programmes finira par produire un tout plus petit que la somme des parties.

## Regard tourné vers l'avenir

Étant donné que la consommation ne cesse d'augmenter et qu'il faut beaucoup de temps pour bâtir des réseaux à large bande de pointe, les programmes gouvernementaux doivent investir non pas en fonction des besoins d'aujourd'hui, mais plutôt de ceux de 2030 et d'après. Voilà pourquoi nous croyons que la fibre devrait toujours être la solution à privilégier dans la mesure du possible. C'est la seule technologie éprouvée et fiable à 100 % pour offrir un service Internet haute vitesse aux Canadiens de partout au pays. Toutes les autres technologies nécessiteront constamment un réinvestissement et le recours à des avancées technologiques. Par contre, la fibre permettrait de desservir les Canadiens pendant des générations.

Une fois de plus, la CCSA tient à remercier le Comité de lui avoir donné l'occasion de présenter ses observations par écrit concernant cette importante étude.

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs les Membres du Comité, nos salutations distinguées.

Jay Thomson, LL.B, LL.M  
directeur général